

a 59875

WHO.IC/159
WHO.IC/Mal./12
26 janvier 1948.Cinquième SessionPROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Comme suite aux propositions de la Délégation des Etats-Unis sur le "Programme de lutte contre le paludisme" (WHO.IC/152), le Secrétariat soumet la note suivante, accompagnée d'un projet de résolution et de prévisions budgétaires à titre indicatif.

1. Le paludisme en tant que maladie des populations rurales est probablement l'entité morbide qui compromet le plus gravement les ressources naturelles et, à ce titre, est un agent d'appauvrissement du monde.

Il ne suffit pas, invoquant la statistique, de dire que quelque trois millions de décès sont provoqués, chaque année, par le paludisme dans le monde entier ni que, chaque année, il se déclare environ 300 millions de cas de paludisme; il importe de ne pas oublier que le paludisme est non seulement une maladie qui frappe un nombre déterminé d'individus, comme, par exemple, la tuberculose ou les maladies vénériennes, mais encore une maladie collective, ou même la maladie rurale par excellence; qu'il sévit dans les régions tropicales et sous-tropicales où les cultures vivrières et les ressources agricoles sont virtuellement très abondantes, et que, en atteignant la masse des travailleurs agricoles, il a pour effet de diminuer leur vitalité et, en réduisant leur capacité de travail, d'entraver l'exploitation des ressources naturelles du pays intéressé. A une époque où le monde est appauvri, il semble que la lutte contre le paludisme devrait être le premier objectif à réaliser afin d'accroître la production agricole.

L'homme constitue la principale "ressource naturelle" du monde; or, depuis le début de l'histoire, il a été victime du paludisme. Des terres d'une grande fertilité ont été abandonnées en raison du paludisme, ou leur rendement est si faible qu'elles permettent tout juste de vivre à des populations qui, à supposer qu'elles fussent indemnes de paludisme, auraient une grande capacité productrice. Les pays méditerranéens, l'Inde, la Chine, l'Indonésie, de vastes territoires de l'Amérique du sud, sans parler de l'Afrique, ne peuvent contribuer pleinement à satisfaire, pour leur part, les besoins du monde, en raison du paludisme qui y sévit; et nul n'ignore les résultats qui ont été obtenus dans certaines régions-témoins de ces pays où l'on a pu maîtriser le paludisme.

2. De nos jours, il existe enfin une méthode permettant de lutter contre le paludisme des régions rurales dans la plupart des pays.

Il y a quelques années, il était possible de maîtriser le paludisme urbain ou le paludisme qui sévissait dans certaines entreprises industrielles, mais il n'était pas possible de l'enrayer dans les villages(1). De nos jours, dans les pays où la pulvérisation des maisons au DDT est efficace contre les espèces locales d'anophèles vectrices de paludisme, il est possible d'étendre la lutte antipaludique à de vastes régions agricoles, moyennant une somme qui est insignifiante par comparaison avec l'accroissement escompté du rendement de la main-d'oeuvre, même sans tenir compte des pertes causées à l'individu par le paludisme ni du soulagement de la souffrance humaine. "Bien qu'il ne soit pas possible d'évaluer, avec quelque degré d'exactitude, l'immensité des pertes directes et indirectes (causées par le paludisme), il n'est guère douteux qu'elles doivent atteindre (pour l'Inde) un chiffre incroyable de millions de livres sterling chaque année". (SINTON, 1939). D'autre part, en se fondant sur les chiffres de VISHWANATHAN (2) et même en admettant qu'il y aurait lieu d'étendre la lutte antipaludique à 400 millions d'habitants, ce qui n'est pas le cas, la dépense totale s'élèverait à quelque 60 millions de dollars, contre 800 millions que représentent les pertes individuelles, abstraction faite de la perte de production.

3. La population des plus vastes zones impaludées du monde n'a pas encore bénéficié, d'une manière appréciable, des méthodes modernes de lutte antipaludique.

Abstraction faite de quelques pays (où la campagne au DDT a été pratiquée à l'échelle nationale) tels que les Etats-Unis, la Grèce, l'Italie, le Venezuela et l'Argentine, de deux zones où la suppression radicale des anophèles est en cours (Chypre et Sardaigne) ainsi que d'une partie de l'Egypte, l'utilisation du DDT dans les plus grands pays impaludés n'en est encore qu'au stade expérimental; la situation d'ensemble de ces pays, quant au paludisme, est probablement la même qu'en 1939, et, dans certains d'entre eux, elle est certainement pire, à la suite de la guerre.

4. Rôle que l'OMS pourrait jouer.

Que l'on considère soit la nécessité de s'attaquer à l'un des principaux problèmes sanitaires du monde, soit celle de reléver des populations qui pourraient contribuer puissamment

(1) On pourrait noter que dans l'Inde - pour ne faire mention que d'un des pays les plus gravement atteints par le paludisme - 90 % de la population vivent dans 600.000 villages de moins de 5.000 habitants.

(2) Dans l'Inde, VISHWANATHAN a montré que le coût de la pulvérisation des maisons au DDT peut être ramené à 15 cents des Etats-Unis par habitant et par année, tandis que, d'après les calculs opérés il y a sept ans par RUSSELL et MENON dans l'Inde méridionale, les frais entraînés par le paludisme (honoraires des médecins ou des charlatans sans tenir compte de la diminution de la production) ont atteint \$ 2,04 par habitant et par an, chiffre qui, multiplié par 400 millions, s'élèverait à \$ 800 millions en nombre rond.

à la reconstruction de l'économie mondiale, il semble que l'OMS devrait offrir de prêter assistance aux gouvernements des pays impaludés. Il importe de ne pas oublier que la lutte contre le paludisme en Grèce et en Italie - qui représente les deux exemples marquants de pays frappés et débilisés, tant physiquement que socialement, par le fléau depuis l'époque d'Hippocrate et des guerres puniques - a été menée à bonne fin, mais qu'elle n'a pu l'être que grâce à une aide extérieure.

L'assistance de l'OMS pourrait être, soit directe, soit indirecte.

Assistance directe: a) opérations sur le terrain: lutte à l'échelle de la région. Cette méthode devrait avoir pour objet d'obtenir la suppression complète du paludisme dans une région déterminée afin de démontrer: i) que le paludisme peut être maîtrisé; (ii) quel est le coût de cette opération; (iii) quels sont les avantages économiques résultant de la suppression du paludisme. Il s'agirait, en d'autres termes, de démontrer que la lutte antipaludique est rémunératrice, non seulement en fonction de la vie humaine et de la santé individuelle, mais encore du point de vue économique. En conséquence, tout programme de cet ordre devrait être précédé d'une étude "paludo-économique"; au cours de l'exécution du programme et après qu'elle aurait été menée à bonne fin, les résultats devraient être également évalués en termes "paludo-économiques". Il est évident que l'exécution d'un programme de cette nature comporterait la collaboration de la FAO et éventuellement de l'Organisation Internationale du Travail; enfin, et ce n'est pas là la considération la moins importante, des enquêtes générales d'ordre sanitaire devraient avoir pour objet de parfaire ce programme afin de montrer les avantages directs que présenterait la pulvérisation des maisons au point de vue de la fréquence des maladies transmissibles et de la mortalité infantile. Des programmes de cette nature devraient être exécutés dans des régions de forte endémicité paludique, qui présentent également un grand intérêt du point de vue agricole - régions qui seraient choisies dans l'Inde, la Chine, l'Amérique du sud et dans certaines régions de la Péninsule des Balkans ou du Proche-Orient. Si les résultats de tels programmes pouvaient démontrer aux gouvernements intéressés et convaincre l'opinion publique du pays en cause que le paludisme disparaît, que la production agricole augmente, que la morbidité imputable aux mouches diminue et que, par exemple, les vaches elles-mêmes deviennent meilleures laitières (ainsi qu'il est apparu dans plusieurs pays à la suite de la lutte contre les mouches), il est fort probable que l'action antipaludique ne tarderait pas à être pratiquée sur la totalité du territoire du pays en cause.

L'assistance directe de la part de l'OMS pourrait, en outre, consister: b) à offrir les services d'experts aux gouvernements désireux de mener à bonne fin la lutte antipaludique par des moyens modernes. Il conviendrait de ne pas oublier que, indépendamment des insecticides, les nouveaux médicaments chimiothérapeutiques tels que la paludrine et la chloroquine, représentent des adjuvants précieux dans la lutte antipaludique; et un concours de circonstances peut se produire, où des efforts conjugués à savoir, la pulvérisation des maisons et l'action chimiothérapeutique seraient de nature à accélérer les résultats. D'autre part, les experts chargés de la formation technique du personnel local ne se borneront pas à assurer l'application des meilleures méthodes mais s'efforceront aussi de réaliser une plus grande économie de matériel et de main-d'oeuvre; c) à offrir des bourses d'études à l'étranger aux techniciens préposés au service antipaludéen ou aux travaux sur le terrain.

L'assistance indirecte pourrait prendre la forme:

- 1) de l'encouragement aux recherches sur les problèmes relatifs à l'utilisation de méthodes modernes de lutte antipaludique. Il est probable que l'invention du DDT ne représente pas le dernier mot de la technique, en ce qui concerne les insecticides à activité rémanente. Dans nombre de pays, qui ont eu recours à la pulvérisation au DDT pendant une année ou deux, des populations de mouches domestiques résistantes au DDT se sont développées en se substituant aux souches vulnérables. Ces constatations doivent nous avertir d'être sur le qui-vive, pour le cas où une résistance de cette nature se produirait en ce qui concerne les espèces d'anophèles, de manière à nous tenir prêts à substituer, s'il y avait lieu, d'autres insecticides au DDT°
- 2) D'un effort tendant à réduire le prix des insecticides. De nos jours, le DDT constitue une lourde charge budgétaire dans toute campagne de pulvérisation des maisons. Dans les pays où la main-d'oeuvre est bon marché comme, par exemple, au Natal (Union sud-africaine), le coût du DDT et des solvants représente environ 90 % du total des dépenses de la campagne.

5. Projet de résolution.

Sur la base des propositions de la Délégation des Etats-Unis (WHO.IC/152) et des déclarations qui ont été faites ici, le Secrétariat soumet le projet de résolution suivant:

"La Commission Intérimaire,

Considérant que, malgré les récents progrès accomplis dans la lutte contre le paludisme, seuls un petit nombre de pays disséminés ont été en mesure d'appliquer des méthodes nouvelles, à l'échelle nationale et que, dans une très grande partie du monde, le paludisme continue, par conséquent, à causer une mortalité élevée ainsi qu'une morbidité énorme et à affecter la vitalité des populations des principaux pays producteurs de denrées alimentaires;

Est d'avis que la lutte antipaludique doit être une des premières mesures de relèvement à prendre dans de nombreux pays, en vue de l'exploitation de leurs ressources naturelles, et recommande qu'une partie importante de l'énergie et des ressources de l'OMS, au cours de ses premières années, soit consacrée à l'application de mesures antipaludiques dans des zones étendues et, notamment, dans les principaux pays producteurs de denrées alimentaires où sévit la maladie;

Charge son Comité d'Experts sur le Paludisme d'élaborer un plan général de lutte antipaludique, exposant le rôle que l'OMS pourrait jouer dans sa mise en oeuvre; décide de faire appel à la collaboration de la FAO pour déterminer les pays dans lesquels l'amélioration de la santé des populations atteintes par le paludisme pourrait entraîner un accroissement de la production alimentaire; décide d'inscrire, dans les budgets de 1948 et de 1949, un crédit provisoire pour l'octroi d'une aide aux gouvernements dans la lutte contre le paludisme et pour couvrir les frais de l'envoi d'experts auprès de gouvernements, de la création

de bourses d'études sur le paludisme, et de la constitution d'équipes de démonstrations et d'opérations sur place, qui auraient pour mission de procéder dans la région à des enquêtes préliminaires de caractère paludo-économique, de lutter contre le paludisme et d'évaluer les résultats et les coûts, au point de vue du paludisme, de la santé en général et de la situation économique. La collaboration de la FAO sera également nécessaire pour ces plans, et la Commission Intérimaire décide d'inviter un représentant de cette Organisation à participer à la prochaine session du Comité d'Experts sur le Paludisme qui doit avoir lieu à Washington.

La Commission Intérimaire charge le Secrétariat d'inscrire à l'ordre du jour de la deuxième session du Comité d'Experts sur le Paludisme les points suivants, sur lesquels le Comité d'Experts est également invité à consulter le quatrième Congrès international du Paludisme:

ORDRE DU JOUR.

1. Plan de lutte antipaludique dans le monde;

- a) Zones où une action massive est le plus nécessaire du point de vue de l'incidence de la maladie et/ou du point de vue du développement de la productivité agricole et économique;
- b) méthodes par lesquelles l'OMS pourrait encourager la lutte antipaludique et/ou l'éradication du paludisme dans ces zones, (avis d'experts, formation spéciale, bourses, programmes de démonstrations et d'opérations);

2. Problèmes techniques:

- a) les insecticides d'application récente peuvent-ils constituer une base sûre pour une vaste campagne antipaludique, en donnant lieu d'espérer une réduction significative de la morbidité dans les régions où ils sont employés de façon appropriée ?
- b) ces insecticides sont-ils disponibles en quantités suffisantes pour une campagne de grande envergure ? Sinon, quelles mesures pourrait-on prendre pour assurer un accroissement de leur production ?
- c) quels sont les insecticides préférés et comment peuvent-ils être le mieux employés de façon massive ?
- d) comment les prix des insecticides affectent-ils la campagne antipaludique ?"

On se rend compte, évidemment, que, si la Commission Intérimaire se rallie à la proposition de la Délégation des Etats-Unis (WHO.IC/152), à l'effet que "l'OMS devrait consacrer une partie très considérable de son énergie et de ses ressources, pendant ses premières années, à l'application de mesures de lutte antipaludique dans des régions étendues et, notamment, dans les grandes régions productrices de denrées alimentaires où sévit le paludisme", des propositions précises et détaillées seront soumises par le Comité d'Experts sur le Paludisme en mai 1948; toutefois, des prévisions budgétaires provisoires, en vue d'un programme à mettre en oeuvre par l'OMS, sont annexées ci-après.

PREVISIONS BUDGETAIRES REVISEES POUR 1948 et 1949

PALUDISME

	1948		1949
	Janv.-Juin	Juil.-Déc.	Toute l'année
	\$	\$	\$
1) Réunions du Comité d'Experts - une en 1948, deux en 1949 (9 membres, plus le Secré- taire, en 1949, contre 7 en 1948)	7.000		16.000
2) Publications			2.000
3) Bourses et échanges:			
a) formation antipaludique complète, durée moyenne, 6 mois; moyenne des frais \$ 2.500			
5 en 1948		12.500	
24 en 1949			60.000
b) technique des pulvérisations d'insecticides, durée moyen- ne, un mois; moyenne des frais \$ 500	1.000	2.000	6.000
4) Experts prêtés aux gouverne- ments, sur la demande de ceux- ci; durée moyenne un an; moyen- ne des frais, \$ 11.000.			
2 pour six mois en 1948		11.000	
3 pour une année en 1949			33.000
5) Equipes de spécialistes pour dé- monstrations et opérations en vue de la lutte antipaludique dans des régions d'environ 100.000 habitants. (Il est supposé que le personnel subordonné travaille environ 4.000 journées d'ouvrier deux fois par an). Les facili- tés de laboratoire et les moyens de transport seront offerts par le pays intéressé. Equipes com- posées d'un paludologue, d'un entomologiste et deux ingénieurs sanitaires (coût moyen du trai- tement, du voyage et de la sub- sistance, pour chaque membre, \$ 7.800, plus équipement \$5.000. Total \$ 36.200) (3 équipes).....			108.000
6) Matériel et équipement pour les opérations.			
a) en DDT concentré à 26 %, à un prix maximum de \$ 2,50 par gallon. 8.000 gallons pour une pulvérisation pour 100.000 habitants. Deux pul- vérisations par an pour 3 programmes.....			120.000
b) pulvérisateurs à main: 80 pour chaque projet, plus 15% de réserve, soit 276 à \$11.00			3.036
7) Personnel nécessaire au Secréta- riat: un assistant technique, non-spécialiste, du Fonction- naire médical chargé de la question du paludisme.....		1.275	2.550
8) Déplacements du Secrétaire pour maintenir la liaison entre les programmes d'aide antipaludique		1.500	2.000
Totaux:	8.000	39.275	353.186